

projets dans un pays qui, de toute évidence, devra compter pendant plusieurs années encore sur des apports financiers de l'extérieur pour maintenir le rythme de son développement.

Pendant ce temps, le vice-président de l'ACDI, M. Jacques Gérin, et plusieurs membres de la délégation rencontraient les cadres de l'Office du Chemin de Fer Trans-camerounais pour se faire exposer le détail du programme de modernisation et de redressement de la ligne Douala-Yaoundé. Il s'agit là de l'axe principal de transport du pays qui relie la capitale au principal port de mer. Une courte randonnée a démontré d'une façon très concrète à notre délégation la nécessité impérieuse du programme de modernisation de cette liaison ferroviaire, construite au début du siècle.

On nous a également confirmé qu'une participation canadienne au financement de ce projet multinational, évalué dans l'ensemble à 150 millions de dollars, serait fort appréciée. Sur l'avis de mes conseillers, j'ai pu informer les autorités camerounaises que nous accélérerions notre participation à l'exécution de ce projet, participation qui a déjà fait l'objet d'une déclaration de principe. La participation canadienne, dans un premier temps, prendra la forme d'une ligne de crédit de 8 millions de dollars pour l'achat